

18 Étranger

Arabie saoudite/Après les aveux au sujet de la mort du journaliste Jamal Khashoggi

Scepticisme et zones d'ombre

AFP

Dubai/Emirats arabes unies

Même l'allié américain a estimé trop courtes les explications de Ryad après les avoir pourtant jugées crédibles, dans un premier temps.

le président américain Donald Trump avait dans un premier temps jugé crédibles les explications saoudiennes avant d'estimer qu'elles étaient trop courtes.

L'ARABIE saoudite a fait face hier à une vague de scepticisme international sur sa version de la mort du journaliste Jamal Khashoggi dans son consulat à Istanbul, une affaire qui reste marquée par de nombreuses zones d'ombre.

La dernière réaction occidentale en date est venue de la Grande-Bretagne, dont le ministre chargé du Brexit, Dominic Raab, a estimé que les explications fournies par Ryad n'étaient "pas crédibles" et qu'il "existe un sérieux doute sur l'explication qui a été donnée".

Après la disparition le 2 octobre de Jamal Khashoggi, les autorités saoudiennes ont finalement admis samedi ce que tout le monde redoutait : ce journaliste saoudien, critique du prince héritier Mohammed ben Salmane et exilé aux Etats-Unis, a bien été tué dans le consulat.

C'est le procureur général Saoud al-Mojeb qui a confirmé sa mort. "Les discussions entre lui et les personnes qui l'ont reçu au consulat ont débouché sur une bagarre et sur une rixe à coups de poing, ce qui a conduit à sa mort", a-t-il dit, cité par l'agence SPA, sans préciser où se trouvait son corps.



Photo : AFP / L'Union

La mort du journaliste Jamal Khashoggi a provoqué une onde de choc mondiale et terni l'image de l'Arabie saoudite.

Signe de contradictions persistantes, le directeur d'un centre de réflexion proche du pouvoir saoudien, Ali Shihabi, a affirmé que Jamal Khashoggi était mort étouffé des suites d'un "étranglement".

Selon le ministère saoudien de l'Information, les personnes qui ont interrogé Jamal Khashoggi, 59 ans au moment des faits, ont cherché à "dissimuler ce qui est arrivé".

Mais ces explications n'ont pas convaincu de nombreux pays, principalement les Occidentaux, d'autant que les autorités saoudiennes avaient auparavant affirmé que le journaliste, qui collaborait avec le Washington Post, était ressorti du consulat. Des responsables turcs ont, eux, donné une autre version affirmant que Jamal Khashoggi avait été torturé et assassiné par une équipe de 15 agents saoudiens venus spécialement de Ryad. Selon des journaux turcs, son corps aurait été démembré.

"NI CREDIBLE, NI COHERENT" • Dans le contexte de cette affaire, Ryad a annoncé le limogeage du numéro deux du Renseignement saoudien, le général Ahmed al-Assiri, et de trois autres hauts responsables de ces services, ainsi que d'un conseiller "médias" à la cour royale, Saoud al-Qahtani. Dix-huit suspects saoudiens ont été interpellés.

Mais des analystes occidentaux ont vu dans ces limogeages et arrestations une tentative de désigner des boucs émissaires et d'épargner le prince héritier, considéré comme l'homme fort du royaume.

Le Canada a qualifié "d'incohérentes" les explications de Ryad sur cette affaire qui a provoqué une onde de choc mondiale et considérablement terni l'image de Ryad. L'Allemagne les a trouvées "insuffisantes", la France a déclaré que "de nombreuses questions restent sans réponses" et l'Union européenne a de-

mandé une enquête "approfondie" et "transparente".

Allié des Saoudiens, le président américain Donald Trump avait dans un premier temps jugé crédibles les explications saoudiennes avant d'estimer qu'elles étaient trop courtes.

"C'était un gros premier pas", mais "je veux obtenir la réponse", a-t-il affirmé sans préciser la nature de la "réponse" attendue. Il a néanmoins de nouveau refusé de remettre en cause des méga-contrats, notamment militaires, avec Ryad. Les principaux alliés de Ryad dans la région - Emirats arabes unis, Bahreïn, Egypte, Jordanie, Oman, Koweït et Autorité palestinienne -, ainsi que la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique (OCI), ont salué les annonces du royaume saoudien.

"UN MOMENT SISMIQUE" • Entre-temps, les enquêteurs turcs ont poursuivi

leurs investigations, fouillant une vaste forêt proche d'Istanbul et Ankara a dit s'appêter à "tout" révéler sur le sort du journaliste. Disant s'appuyer sur des enregistrements sonores, la presse turque a même évoqué une décapitation de Khashoggi.

Vingt-cinq autres témoins ont été convoqués hier par les procureurs engagés dans l'enquête en Turquie, a indiqué la télévision turque NTV. Des membres du personnel du consulat saoudien à Istanbul avaient déjà témoigné vendredi devant le principal tribunal d'Istanbul, notamment des techniciens, des comptables et un chauffeur.

Outre une crise de crédibilité, ce scandale international a poussé au boycott par des responsables occidentaux et des dirigeants de firmes internationales d'une grande conférence économique, chère au prince héritier, prévue à Ryad à partir de demain.

Il a aussi alimenté des spéculations selon lesquelles le prince héritier risquait d'être délogé du pouvoir par des membres de la famille royale irrités par ses "abus".

Mais, parmi les décrets de samedi, son père, le roi Salmane, a annoncé la formation d'une commission ministérielle dirigée par le prince héritier pour réorganiser les services de renseignement, montrant ainsi son intention de le maintenir aux plus hautes fonctions à ce stade.

Selon Michael Stephens, expert au Royal United Services Institute, cette crise est certainement l'un de moments les plus "sismiques au Moyen-Orient depuis le Printemps arabe" en 2011. "Si seulement Jamal avait pu connaître l'impact qu'il aurait eu sur une région qui lui importait tant".

A travers le monde

• Afghanistan/Législatives. Ils votent au péril de leur vie



Photo : AFP

Des milliers d'Afghans votaient au péril de leur vie pour la deuxième journée consécutive hier, après le report du vote dans des centaines de bureaux n'ayant pu ouvrir samedi en raison des violences et de dysfonctionnements dans l'organisation.

• France/Justice. Trois lycéens de banlieue attaquent l'Etat

Ils s'estiment victimes de contrôles "au faciès" : trois lycéens de la banlieue nord de Paris qui avaient fait l'objet d'un contrôle d'identité lors d'une sortie scolaire attaquent ce lundi à Paris le ministère de l'Intérieur et l'Etat, espérant les faire condamner pour "discrimination".

• Italie/Migrants. Salvini à moitié blanchi

La justice italienne a exonéré le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, dans la première partie de l'enquête pour séquestration de dizaines de migrants pendant plus de 10 jours en août, rapportaient hier les médias italiens.

• Maldives/Présidentielle. Yameen : défaite confirmée

La Cour suprême des Maldives a rejeté hier un recours en annulation formé par l'homme fort de l'archipel de l'océan Indien, Abdulla Yameen, confirmant sa défaite à la présidentielle de septembre. Lui-même l'avait au reste clairement reconnu la semaine dernière.

• Proche-Orient/Conflit. Israël arrête le gouverneur palestinien de Jérusalem

Israël a arrêté le gouverneur palestinien de Jérusalem pour des délits qu'il aurait commis en Cisjordanie occupée, mais qui n'ont pas été spécifiés, a indiqué hier l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

• Russie - Etats-Unis/Nucléaire. Moscou avertit Trump

Moscou a averti hier le président américain Donald Trump que son intention de sortir d'un traité nucléaire signé pendant la guerre froide était un pas "très dangereux".

RDCongo/Rébellion

Onze morts après une attaque des rebelles à Beni

AFP

Beni/RDCongo

Quinze autres personnes, dont dix enfants, ont été enlevées au cours de la même attaque.

AU moins onze personnes ont été tuées et quinze autres, dont dix enfants, enlevées dans la nuit de samedi à hier après une attaque des rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées à Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, selon de sources sécuritaires.

"Nous venons de ramasser 11 corps de civils tués à Ma-

tete", au nord de Beni après l'attaque des rebelles, "15 personnes sont portées disparues parmi lesquelles 10 enfants dont l'âge varie entre cinq et dix ans", a déclaré à l'AFP le colonel Safari Kazingufu, chef de la police de la ville de Beni.

"La population est en colère, nous sommes en train d'étouffer des éventuelles manifestations", a-t-il indiqué.

Cette "attaque menée par des présumés ADF a visé la ville de Beni. Nous avons repoussé l'attaque mais malheureusement, il y a eu des morts parmi des civils et militaires", a déclaré de son

côté le porte-parole de l'armée dans la région, le capitaine Mak Hazukay.

Le capitaine Hazukay n'a cependant pas précisé le nombre de victimes militaires.

Un habitant a témoigné auprès de l'AFP avoir "vu les corps de deux hommes en tenue militaire" dans le quartier où l'attaque a eu lieu.

Un peu plus tôt, la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) avait indiqué que les Casques bleus ont échangé des tirs dans la nuit de samedi à hier avec des présumés rebelles à Beni.

"Des tirs ont été entendus

cette nuit à Mayangose, à 9 km au nord-est de Beni", dans la province du Nord-Kivu, a déclaré Florence Marchal, porte-parole de la Monusco.

"La Monusco a immédiatement déployé une équipe de réaction rapide sur place. Des Casques bleus ont alors échangé des tirs avec des présumés membres du groupe armé", a-t-elle précisé.

Interrogée sur le bilan humain, Mme Marchal a déclaré : "Il n'y a pas eu de perte de notre côté, ni de blessé".

Rebelles ougandais musulmans, les ADF sont accusés d'être auteurs d'une série

de massacres qui a fait des centaines de morts parmi les civils depuis octobre 2014. Ils sont aussi tenus responsables de la mort de 15 Casques bleus tanzaniens au cours d'une attaque d'une base en décembre 2017 à Semuliki, plus à l'est, vers la frontière avec l'Ouganda.

• La population en colère. Une foule en colère a saccagé hier des édifices publics à Beni, dans l'Est de la République démocratique du Congo, au lendemain de cette attaque meurtrière perpétrée par des rebelles ADF.